

# Quel impact pour les patients des Ardennes après les menaces de fermeture à l'hôpital de Dinant ?

C'est un projet qui crispe en Belgique, celui « d'adapter » les trois sites du CHU de Namur. Il prévoit notamment de fermer la maternité et les urgences de Dinant, hôpital fréquenté par des Ardennais.

[\(/id786840/article/2026-02-15/quel-impact-pour-les-patients-des-ardennes-apres-les-menaces-de-fermeture\)](https://www.lardennais.fr/id786840/article/2026-02-15/quel-impact-pour-les-patients-des-ardennes-apres-les-menaces-de-fermeture)

Partage :





L'hôpital de Dinant (Belgique) pourrait faire les frais d'une réorganisation massive décidée au sein du CHU de Namur. - Archives Karen Kubena



Par Julien Leprieur avec nos confrères de Sudinfo

Publié: 15 février 2026 à 18h07 | Temps de lecture: 4 min

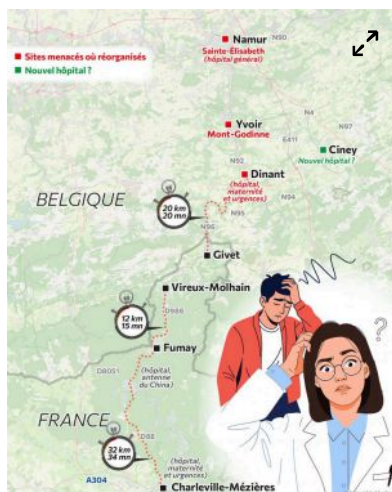
*« Si dans dix, quinze ans on veut continuer à prodiguer des soins de qualité à vocation universitaire, il nous faudra avoir aussi des infrastructures qui puissent nous permettre de le faire. Rénover un site hospitalier existant, d'un point de vue financier, **coûte trois fois plus cher** que de construire une nouvelle infrastructure. »*

Et voilà comment Sandra Giunta a justifié auprès du média belge *Ma Télé* le projet de réorganisation du CHU UCL Namur, présenté début février 2026. Voici aussi comment la directrice générale a suscité **indignations** et inquiétudes en Belgique. Un peu moins dans la pointe des Ardennes. « *On connaît cette volonté de réorganisation depuis plusieurs semaines*, expose Alain Lambert, vice-président de l'Asmup 08 (<https://www.facebook.com/groups/424281491096959>) (Association soins médicaux usagers de la Pointe). *La présidente* (Patricia Payon) *se rend toutes les semaines à Dinant. Je pense qu'il ne faut pas s'affoler.* »

C'est un vaste projet qui se dessine au sein du centre hospitalier belge, un « *projet à long terme visant à adapter les hôpitaux namurois aux évolutions médicales, démographiques et budgétaires* », voulu par une réforme des hôpitaux belges.

## Fermetures à Dinant

Le CHU Namur est composé de trois sites : **l'hôpital de Dinant** qui dispose d'une maternité et d'un service d'urgences amplement fréquentés par les habitants de Givet et des alentours, le site de **Godinne** et **Sainte-Élisabeth**, à Namur. Trois sites qui emploient 500 médecins et 4000 collaborateurs.



Et si la direction assure que l'emploi n'est pas menacé, elle envisage « *à long terme* » des changements drastiques d'organisation et surtout la **construction d'un nouvel hôpital**. Si le site n'a pas été révélé, des rumeurs l'installeraient à Ciney, à proximité de voies rapides, critère essentiel.

Et s'il faudra au minimum 13 ans pour que cet hôpital sorte de terre, le paysage médical namurois pourrait être bouleversé. Parce qu'aux prémices du projet, Sainte-Élisabeth resterait un hôpital général « *mais rénové* », Godinne, infrastructure « *vieillissante* » et « *difficile d'accès* » pourrait tout simplement fermer. Quant à Dinant, il deviendrait « *un centre médical local* » d'ici 2031, entraînant la **disparition des urgences** – remplacées par « *des postes de garde renforcés* » – et de la maternité.



**On est passé de 113 naissances françaises en 2022 à 75 naissances en 2025**

**L'hôpital de Dinant**

« Avec 553 accouchements par an, nous savions que nous étions en dessous de la norme des 600 accouchements que le gouvernement fédéral veut mettre en place mais on ne nous a jamais consultés. Nous nous sentons complètement oubliés par la direction », témoignait, il y a quelques jours, Nina (prénom d'emprunt), née à Dinant et devenue sage-femme dans la même maternité. Une pétition a même été lancée ([https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-reploiement-chu-ucl-namur-fermeture/276519?fbclid=IwY2xjawP6lmBleHRuA2FlbQIxMABicmlkETFYVE5ZbDJuNkNXNENGdIJtc3J0YwZhchBfaWQQMjlyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHshN67CLdsyhpMotm8Tc1vgiAJV3jmR6LHw3D3-YOoGB3gaCTn3JF\\_4\\_32be\\_aem\\_bgKQo9tg\\_OH1DjTMJrygmQ](https://www.mesopinions.com/petition/sante/stop-reploiement-chu-ucl-namur-fermeture/276519?fbclid=IwY2xjawP6lmBleHRuA2FlbQIxMABicmlkETFYVE5ZbDJuNkNXNENGdIJtc3J0YwZhchBfaWQQMjlyMDM5MTc4ODIwMDg5MgABHshN67CLdsyhpMotm8Tc1vgiAJV3jmR6LHw3D3-YOoGB3gaCTn3JF_4_32be_aem_bgKQo9tg_OH1DjTMJrygmQ)), qui recueille à ce jour 773 signatures.

« Et où iraient les femmes de Givet qui doivent avoir un enfant ? » s'inquiète Alison, une Ardennaise sur les réseaux sociaux. **75 mamans** françaises ont accouché à Dinant en 2025, soit 13 % des naissances. Un chiffre en forte baisse par rapport aux 113 bébés ardennais nés en 2022 dans la même maternité.

**« Cela ne changera rien pour les patients français »**

Une nouvelle et une aubaine pour certains responsables politiques ardennais ? En tout cas pour ceux qui critiquaient la « fuite » des patients français vers la Belgique, rendue possible par la **Zone organisée d'accès aux soins transfrontaliers** (Zoast). « 48 millions d'euros versés par la Caisse primaire d'assurance maladie à des établissements ou professionnels de santé belges ! » avait notamment écrit Boris Ravignon, le maire de Charleville-Mézières, désireux

de ramener les patients « chez lui » mais peu conscient des réalités des habitants de la Pointe. Résidents qui cherchent logiquement à aller au plus près pour se soigner ou pour accoucher.

Mais si les Belges assurent à *L'Ardennais* que rien n'est encore acté et que « SI » la maternité et les urgences ferment, les services seront maintenus jusqu'à ce que le nouvel hôpital ouvre. Et sans oublier les patients ardennais et l'accord Zoast. « *On ne veut pas perdre toute cette patientèle du nord de la France.* » **Pas d'inquiétude**, donc pour l'Asmup 08. « *Il s'agit d'un projet sur 15-20 ans. Cela ne changera rien pour les patients français* », estime Alain Lambert.

Selon les chiffres de l'hôpital de Dinant, 13 % des « fréquentations » (hospitalisations, visites) viennent de France et principalement de la Zoast.



Météo

(<https://www.lardennais.fr/services/meteo>).



Horoscope

(<https://www.lardennais.fr/services/horoscope>).



Jeux

(<https://www.lardennais.fr/services/jeux>).



Hippisme

(<https://www.lardennais.fr/services/hippisme>).

ARD Lundi 16 février Page:10/11

PAGES LOCALES

16/02/2026

# Menaces à l'hôpital de Dinant, répercussions pour les Français ?

Nord Ardennes/Belgique. C'est un projet qui crispe en Belgique, celui « d'adapter » les trois sites du CHU de Namur. Il prévoit notamment de fermer la maternité et les urgences de Dinant. Un hôpital largement fréquenté par les Nord Ardennais.

Rénover un site hospitalier existant, d'un point de vue financier, coûte trois fois plus cher que de construire une nouvelle infrastructure. »

Et voilà comment Sandra Giunta a justifié auprès du média belge Ma Télé le projet de réorganisation du CHU UCL Namur, présenté début février. Voici aussi comment la directrice générale a suscité indignations et inquiétudes en Belgique. Un peu moins dans la Pointe. « On connaît cette volonté de réorganisation depuis plusieurs semaines », expose Alain Lambert, vice-président de l'Asmup 08 (Association soins médicaux usagers de la Pointe). Je pense qu'il ne faut pas s'affoler. »

C'est un vaste projet qui se dessine au sein du centre hospitalier, un « projet à long terme visant à adapter les hôpitaux namurois », voulu par une réforme des hôpitaux.

Fermetures à Dinant

Le CHU Namur est composé de trois sites : l'hôpital de Dinant qui dispose d'une maternité et d'un service d'urgences amplement fréquentés par les habitants de Givet et des alentours, le site de Godinne et Sainte-Élisabeth, à Namur.

Et si la direction assure que l'emploi n'est pas menacé, elle envisage « à long terme » des changements drastiques d'organisation et surtout la construction d'un nouvel hôpital. Si le site n'a pas été révélé, des rumeurs l'installeraient à Ciney, à proximité de voies rapides. Et s'il faudra au minimum 13 ans pour que cet hôpital sorte de terre, le paysage médical pourrait être bouleversé. Parce qu'aux prémices du projet, Sainte-Élisabeth resterait un hôpital général « mais rénové », Godinne, infrastructure « vieillissante » pourrait fermer. Dinant deviendrait « un centre médical local » d'ici 2031, entraînant la disparition des urgences – remplacées par « des postes de garde renforcés » – et de la maternité.

« Avec 553 accouchements par an, nous savions que nous étions en dessous de la norme des 600 accouchements que le gouvernement fédéral veut mettre en place. Nous nous sentons complètement oubliés par la direction », témoignait, il y a quelques jours, Nina (prénom d'emprunt), née à Dinant et devenue sage-femme dans la même maternité. Une pétition a même été lancée qui recueille à ce jour 774 signatures.

« Et où iraient les femmes de Givet qui doivent avoir un enfant ? » s'inquiète Alison, une Ardennaise sur les réseaux sociaux. 75 Françaises ont accouché à Dinant en 2025, soit 13 % des naissances. Un chiffre en forte baisse par rapport aux 113 bébés ardennais nés en 2022.

Une nouvelle et une aubaine pour certains politiques ardennais ? En tout cas pour ceux qui critiquaient la « fuite » des patients vers la Belgique, rendue possible par la Zone organisée d'accès aux soins transfrontaliers (Zoast). « 48 millions d'euros versés par la Caisse primaire d'assurance maladie à des établissements ou professionnels de santé belges ! » avait notamment écrit Boris Ravignon, le maire de Charleville-Mézières, désireux de ramener les patients « chez lui » mais peu conscient des réalités des habitants de la Pointe. Résidents qui cherchent logiquement à aller au plus près pour se soigner ou pour accoucher.

Mais si les Belges assurent que rien n'est acté et que « Si » la maternité et les urgences ferment, les services seront maintenus jusqu'à ce que le nouvel hôpital ouvre. Et sans oublier les patients ardennais et l'accord Zoast. « On ne veut pas perdre toute cette patientèle française. » Pas d'inquiétude, donc pour l'Asmup. « Il s'agit d'un projet sur 15-20 ans. Cela ne changera rien pour les patients français », estime Alain Lambert. Selon l'hôpital de Dinant, 13 % des « fréquentations » viennent de France et principalement de la Zoast.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)